

Les professeurs “musulmans” mis à rude épreuve

La séquence post-Charlie dans les écoles a suscité beaucoup de polémiques autour de l'attitude des élèves, puis de la gestion policière des conflits dans certains établissements scolaires. Elle a aussi créé une tension entre les professeurs.

Par Sabrina Kassa

Les débats sur les origines, l'islam ou la laïcité les font souvent fuir. Ceux qui ont fleuri dans les salles des professeurs de l'après-Charlie les ont carrément crispés ! Eux, ce sont les professeurs musulmans, ou plus précisément tous ceux que l'on “repère” comme tels, du fait de la consonance de leur nom. Et ils n'aiment pas être singularisés pour une raison simple : ils se considèrent ni plus ni moins français et refusent d'être assignés à une identité. Florence Cesbron, auteure d'une thèse sur “Les enseignants liés aux immigrations”, le confirme. “Ces professeurs ne veulent en aucun cas revendiquer un particularisme et n'aiment généralement pas que l'on fasse référence à leur origine pour quoi que ce soit, ni pour répondre aux questions sur l'islam, ni pour leur attribuer une soi-disant expertise sur la culture de certains élèves.” Elle explique par ailleurs que le ras-le-bol des professeurs musulmans est très fort sur ces sujets, non pas en raison de paroles racistes ou islamophobes, mais parce que l'idéologie dominante qui considère l'islam incompatible avec la République rejaillit à l'école. Ils sont écœurés de voir l'islam au centre des débats, là où ça ne devrait pas avoir lieu. D'autant plus que la question ne se pose qu'en sous-main.

Divergences de vue sur les élèves “musulmans”

Les discussions incessantes qui ont envahi les salles des professeurs après les attentats, sur les origines des jeunes qui posent problème, l'islam et la laïcité, à l'instar des écrans télé, ont provoqué des malaises dans le corps enseignant, d'autant plus douloureux qu'ils furent souvent invisibles. Certains professeurs “musulmans” ont préféré esquiver les débats par crainte d'alimenter les tensions, d'autres les ont affrontés.

Une enseignante a préféré utiliser un nom d'emprunt (Jemma Bent Seghir) pour écrire une tribune dans *Le Plus de L'Obs*, tant

les pressions sont fortes dans son établissement. Elle y dénonce des enseignants, ses collègues donc, “abondamment relayés par les médias qui construisent la figure de l'élève supposé-e musulman-e qui serait rétif/ve aux ‘valeurs de la République’, complice du terrorisme, antisémite et foncièrement obscurantiste. Tous ces témoignages visent à construire en creux, l'image d'une institution scolaire et de ses membres qui seraient, eux, du bon côté de la frontière civilisationnelle, à savoir humanistes, éclairés, progressistes...” Une hypocrisie qui l'insupporte d'autant plus que sa propre expérience de femme arabe descendante de l'immigration post-coloniale et agrégée dans un établissement où elle est la seule enseignante non-blanche, lui a fait sentir “le racisme inhérent” à cette institution.

Sommés de se désolidariser des terroristes

“En ce moment, les membres de l'Education nationale supposé-e-s musulmane-e-s vivent une situation d'assignation insupportable, poursuit l'enseignante (un collègue l'a par exemple coincée en salle d'informatique pour qu'elle lui explique des versets violents du Coran qu'il venait de découvrir, ndlr). Ils sont sommé-e-s de montrer patte blanche, d'“être Charlie”, et de se désolidariser des terroristes, parce que présumé-e-s potentiellement complices, comme l'ensemble des autres musulman-e-s de ce pays, à ceci près qu'ils/elles sont de surcroît considéré-e-s comme des infiltré-e-s à l'intérieur même de la matrice républicaine. Il devient difficile, voire impossible dans certains cas, d'entrer en salle des profs.”

Ahmed (1), professeur depuis dix ans dans un lycée professionnel de la région parisienne, a lui aussi fui le contact avec les autres professeurs, mis à part quelques-uns d'origine ma-

“Il devient difficile, voire impossible dans certains cas, d'entrer en salle des profs”

JEMMA BENT SEGHIR (PSEUDONYME), ENSEIGNANTE



ghrébine. “Dès que je sens que le sujet va être abordé, je m’échappe tout de suite. Du fait des interactions dans le passé sur des questions politiques, je connais l’attachement des uns et des autres à certains sujets, aussi je sais plus ou moins ce que ça va donner. Du coup, j’évite parce que je sens que la discussion va être source de tensions. Il y a un vrai froid dans le contact.” Il est d’autant moins friand d’interactions que depuis toujours, le ton paternaliste et l’assignation identitaire (qui se veut souvent bienveillante) le mettent mal à l’aise. Le corps enseignant majoritaire le considérant “comme l’un des leurs, mais pas tout à fait : trois quarts prof, un quart élève. Franchement, c’est lourd !”

Dans les établissements où le corps enseignant est plus mixte ethniquement, les tensions semblent avoir été gérées autrement. Lynda, enseignante dans un lycée du Val-de-Marne regroupant un enseignement général, professionnel et technologique, n’a, elle, pas fui le débat. “Après Charlie, bien sûr, les paroles se sont lâchées sur l’islam et ça a parfois dérapé. Mais à chaque fois que j’ai entendu des profs tenir des discours non républicains (faisant des amalgames entre le religieux et le culturel ou des liens avec les allocations familiales...), je n’ai pas hésité, avec d’autres collègues, pas forcément tous ‘musulmans’, à remettre les points sur les i. A ce moment-là, les profs en question s’arrêtaient et ne soutenaient pas plus longtemps leurs thèses. Bon, j’imagine que derrière notre dos, ça doit y aller. C’est sûr, c’est une période difficile.”

“L’ambiance en salle des profs était électrique, parfois irrespirable”, confirme Ali, enseignant depuis dix-sept ans en Seine-Saint-Denis. Depuis un certain temps, les débats sur la laïcité

entraînent parfois des paroles blessantes sur des élèves musulmanes qui “finiront voilées” ou “par se marier” ! Du coup, il ne croit pas que les mesures annoncées par le gouvernement en faveur de la laïcité vont permettre de crever l’abcès, car “on sait d’avance qu’elles iront à l’encontre d’une seule communauté et que cela confirmera le sentiment des élèves d’être stigmatisés”. Il regrette surtout que cela ne permettra pas de s’attaquer aux vrais problèmes de l’école. “En Seine Saint-Denis, nous n’avons pas de problème de laïcité, nous avons un problème de moyens !”

Une laïcité toujours plus agressive

Selon Béatrice Mabilon-Bonfils, coauteure de *La Laïcité au risque de l’autre* (l’Aube, 2014), “l’Après-Charlie donne lieu à une sur-réponse défensive que comme un projet pour le vivre-ensemble”. Un projet qui, pour devenir réalité, doit s’attaquer aux inégalités sociales, territoriales, scolaires qui frappent les enfants de culture musulmane beaucoup plus que les autres. Sans ça, “la laïcité se transforme en instrument d’agression des minorités, principalement aujourd’hui musulmane qui concentre à elle seule l’idée d’une crise du modèle d’intégration français”. La définition, les contours et l’application des principes de la laïcité risquent, hélas, de se faire encore sans débat franc et ouvert au sein de l’Education nationale. Il est pourtant indispensable ! ■

(1) Tous les prénoms ont été changés.